

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 LE HAVRE
udlh.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr

Le Havre, le 3 février 2026

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

publié sur 
CITRON
Route des Gabions
76700 Rogerville

Références : 2026_CITRON_inspection_récolement
Code AIOT : 0005800492

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement CITRON implanté Route des Gabions BP 51 76700 Rogerville.

La présente visite d'inspection entre dans le cadre de l'action nationale 2026 visant la libération du foncier industriel et plus particulièrement la gestion administrative de l'ancien site CITRON. En complément de la vérification des dispositions réglementaires reprises dans le présent rapport, elle a pour objectifs d'acter des servitudes dédiées au tas de capping, de libérer le foncier de la parcelle voisine pour envisager une reconversion industrielle et de conserver la mémoire par l'actualisation des informations diffusées sur le site www.georisque.fr.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CITRON
- Route des Gabions BP 51 76700 Rogerville
- Code AIOT : 0005800492 Installation : Avec Titre ☐ Sans Titre ☒
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site, situé route des Gabions à Rogerville et appartenant au grand port fluvio-maritime de l'axe Seine (ex Grand Port Maritime du Havre- GPMH), a accueilli de 1974 à 1992 des activités de fabrication d'engrais, de produits azotés et d'acide sulfurique. Ces activités ont laissé des pollutions résiduelles historiques sur site en composés azotés, phosphatés et sulfatés dans les sols et les eaux souterraines. De 1997 à 2010, le site a accueilli l'activité de la société CITRON qui consistait à extraire des métaux

lourds contenus dans les déchets en vue de leur recyclage. Ce procédé générerait un résidu de combustion appelé « capping » par CITRON. Cette société était soumise à autorisation. Le tribunal de commerce du Havre a prononcé la mise en liquidation judiciaire le 10 décembre 2010.

En 2010, il restait sur site une très grande quantité de résidus d'incinération du process CITRON (appelés capping), estimée initialement par le bureau d'étude MSE en charge de l'inventaire des déchets à 111 423T. Ces déchets ont été regroupés en 12 tas sur les emprises voisines aux bâtibulles, à proximité des tas existants et disposés en andain selon leur provenance.

Lors de travaux de réhabilitation des sols de 2019-2020, les sols présents sous et à proximité des bâtibulles, s'apparentant à des « capping », ont été déplacés par Suez, avec l'accord du GPMH et de l'inspection des installations classées, sur les tas existants, en vue de leur mise en sécurité ultérieure. En octobre 2020 et en avril 2021, le GPMH a fait procéder respectivement à un levé topographique, puis à des sondages de sol, afin d'intégrer tout ce qui s'apparente à des « capping », y compris ceux présents dans les sols. Ces éléments concluent à une estimation de 250 000T de «capping » à sécuriser.

Contexte de l'inspection : Récolement

Thèmes de l'inspection : AN26 Libération foncier SSP | AR - 2 | Sites et sols pollués

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription);
- soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

La présente inspection permettra de mettre à jour l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2021 instaurant des servitudes d'utilité publique, suite à la constitution du tas de capping et en vue de la prochaine partition cadastrale.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
3	Surveillance des eaux souterraines - fréquence	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
4	Surveillance des eaux souterraines - paramètres	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1	Demande d'action corrective	Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance du tas de capping	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6	
2	Surveillance des eaux souterraines - entretien du réseau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1	
5	Surveillance des eaux souterraines - transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1	
6	Mise en oeuvre des mesures de gestion	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les analyses des eaux souterraines devront être réalisées à la fréquence prescrite. La liste des paramètres analysés devra être complétée pour reprendre l'ensemble des paramètres prescrits (baryum notamment). Les résultats des analyses devront être transmis dans un délai de 6 semaines après la date de prélèvement, via l'application GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance du tas de capping

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6	
Thème(s) : Risques chroniques Sites et sols pollués	
Prescription contrôlée : Le Grand Port Maritime du Havre s'assure de la stabilité dans le temps du tas de capping, ainsi que de la qualité du recouvrement. Des contrôles visuels sont réalisés semestriellement. Le Grand Port Maritime du Havre entretient le fossé périphérique et s'assure de son bon fonctionnement.	
Constats : L'exploitant a indiqué effectuer une surveillance semestrielle. Le tas de capping est intégralement clôturé. Un portail à l'angle sud-ouest, fermé par une chaîne, permet l'accès au site en cas de besoin. Il a été constaté que le tas de capping, surtout sur ses faces sud et ouest, présentait des ravines. La terre présentait des traces de manipulation récente, ayant été replaquée pour restaurer la géométrie du tas de capping (pente 3:2). L'exploitant a indiqué que les ravines seraient liées aux précipitations des dernières semaines et à l'insuffisante couverture végétale, l'ensemencement ayant été réalisé en octobre-novembre 2023 et non pendant l'été 2023 dont la météo ne le permettait pas. Un réengazonnement est prévu à l'été 2026.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera de la stabilité de la couverture végétale sur le tas de capping.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines - entretien du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant veille à l'entretien régulier des piézomètres. Les têtes des ouvrages sont protégées efficacement contre tout risque de pollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, le responsable du suivi informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.

Constats :

Les piézomètres PZA, PZB et PZC sont en bon état et fermés par un cadenas.

Les piézomètres PZA et PZB sont protégés des véhicules par des plots mobiles en béton. Le piézomètre PZC n'est pas protégé des véhicules ; il n'est pas situé en proximité immédiate de la route, mais sur un espace faisant l'objet d'un fauchage régulier (et manuel d'après l'exploitant).

Commentaire N°1 : l'inspection des installations classées suggère de protéger le piézomètre PZC par une buse en béton ou une structure en métal ; de remplacer les protections mobiles des piézomètres PZA et PZB par une protection inamovible ; et d'indiquer sur les piézomètres leur dénomination, afin d'éviter toute confusion lors de prélèvements.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines - fréquence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1		
Thème(s) : Risques chroniques Eaux souterraines		
Prescription contrôlée : Les contrôles sont réalisés à périodicité semestrielle pour l'ensemble des ouvrages mentionnés à l'annexe 2.		
Constats : L'exploitant a transmis, le 14 janvier 2026, les résultats des contrôles de novembre 2023, juillet 2024 et novembre 2024. L'exploitant a également transmis un rapport intitulé N2220470_HAROPACitron_CR-août25_SN AprèsTravaux_V1, daté d'octobre 2025 et indiquant présenter les résultats d'août 2025. Or les fiches de prélèvement d'eau souterraine indiquent une date de prélèvement du 03 juillet 2024. Par ailleurs, les analyses n'ont pas été réalisées pour l'autre semestre 2025.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, sous un délai de un mois, les analyses 2025 réalisées et s'assure de la cohérence entre la date des rapports de synthèse et la date des prélèvements.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 1 Mois		

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines - paramètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

Les paramètres recherchés sur les ouvrages susvisés sont, au minimum :

Nom	Code SANDRE
pH	1302
COT	1841
MES	1305
DCO	1314
DBO5	1313
Chlorures	1337
Fluorures	7073
Sulfates	1338
Hydrocarbures totaux C10-C40	3319

MTBE	1512
Antimoine	1376
Arsenic	1369
Baryum	1396
Cadmium	1388
Chrome	1389
Cuivre	1392

Mercur	1387
Plomb	1382
Manganèse	1394
Molybdène	1395
Nickel	1386
Sélénium	1385
Fer	1393
Zinc	1383
Lithium	1364
Benzène	1114

Naphtalène	1517
Acénaphthylène	1622
Acénaphthène	1453
Fluorène	1623
Phenanthrène	1524
Anthracène	1458
Fluoranthène	1191
Pyrène	1537
Benzo (a) anthracène	1082
Chrysène	1476

Benzo (b) fluoranthene	1116
Benzo (k) fluoranthene	1117
Benzo(a)pyrène	1115
Dibenzo(ah)anthracène	1621
benzo(ghi)pérylène	1118
indeno(1,2,3 cd)pyrène	1204
PCB 28	1239
PCB 52	1241

PCB 101	1242
PCB 118	1243

PCB 138	1244
PCB 153	1245
PCB 180	1246
Dioxine furannes	7707


Constats :

Les résultats transmis (voir point de contrôle n°3) ne comportent ni le paramètre DCO, ni le paramètre baryum. L'exploitant a indiqué que le baryum faisait partie de la commande passée à son prestataire mandaté pour les analyses d'eaux souterraines mais qu'il n'était pas analysé. L'exploitant a annoncé son intention d'intégrer le baryum dans son prochain contrat de prestation.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué son intention de transmettre une demande d'allègement de la surveillance des eaux souterraines. Le dépôt du dossier est prévu en mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'intégrer le baryum dans les prochaines campagnes d'analyses.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : Jours

N° 5 : Surveillance des eaux souterraines - transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2021, article 1	
Thème(s) : Risques chroniques Eaux souterraines	
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses d'eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 6 semaines après la date du prélèvement, accompagnés d'un rapport [...] Le rapport remis reprend à chaque fois les valeurs des analyses réalisées précédemment.	
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°3, les résultats ont été transmis le 14 janvier 2026, soit bien après le délai de 6 semaines prescrit par l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2021. Les différents rapports ne reprennent pas les valeurs des analyses précédentes.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à transmettre les résultats, via l'application GIDAF, dans le délai prescrit de 6 semaines après la date de prélèvement.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 6 : Mise en oeuvre des mesures de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4

Thème(s) : Risques chroniques Rapport final de réhabilitation

Prescription contrôlée :

A l'issue des travaux, le Grand Port Maritime du Havre établit un rapport final de réhabilitation, qu'il transmet à l'inspection des installations classées sous quatre mois à compter de la fin des opérations. Celui-ci comporte au minimum :

- un mémoire de fin de travaux décrivant les différentes opérations entreprises : déroulement du chantier, ; volume des « capping » déplacés ; volume et nature des matériaux utilisés pour le recouvrement, et justification de leur conformité vis-à-vis de l'article 2.1.2 du présent arrêté ;
- des documents photographiques illustrant les principales opérations ;
- un plan du site après travaux précisant la localisation et le volume final des « capping »,
- les documents justifiant de l'élimination de tous les déchets générés pendant ces opérations et les bordereaux de suivi associés ;
- comme mentionné à l'article 2.1.1, le cas échéant, le diagnostic des sols et des eaux souterraines de la zone libérée, ainsi que la réalisation d'une analyse des risques résiduels après travaux afin d'examiner la compatibilité sanitaire entre l'état de cette zone et un usage industriel. Cette analyse des risques résiduels est réalisée à partir des concentrations résiduelles mesurées dans les sols et dans les gaz du sol, et propose le cas échéant les mesures de gestion rendues nécessaires pour atteindre l'objectif de compatibilité sanitaire du sol avec l'usage futur et les éventuelles propositions de limitations ou d'interdictions d'usage du sol ou du sous-sol. Ces mesures seront tracées au travers du dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique ;
- un dossier d'instauration de servitudes d'utilité publique.

Constats :

Suite à la visite d'inspection du 27 juin 2023, le rapport dénommé « Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine Le Havre - Reconnaissance de la qualité des milieux » a été transmis le 18 janvier 2024, dans une version datant du 18 août 2023 et intégrant les prélèvements de gaz du sol.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :